



## REPONSES AUX QUESTIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ADMINISTRATION DU DEPARTEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

\*\*\*\*\*

**Propos liminaire :** La loi n° 07-00 a créé des académies régionales d'éducation et de formation (AREF) déployées dans chaque région du Royaume, sous forme d'établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ainsi, le MENFCRS promeut le concept de la décentralisation fonctionnelle, transférant ainsi de larges attributions au niveau territorial aux AREF.

		Réponses
<b>I- Questions relatives aux services déconcentrés territoriaux</b>	- Votre administration dispose-t-elle des services déconcentrés en régions et provinces ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Département chargé de l'Enseignement scolaire dispose de 16 Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREF) ;</li> <li>- Chaque AREF dispose de services provinciaux, dénommés : "délégations provinciales et préfectorales de l'éducation nationale"(DPPEN) qui représentent les entités déconcentrées desdites AREF.</li> </ul>
	- Ces services couvrent-ils l'ensemble des régions ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Dans chaque région le département dispose d'une AREF et ce, en application des dispositions de l'article premier de la loi N° 07-00 ;</i></li> <li>- <i>Dans chaque province ou préfecture du Royaume, le département dispose d'une DPPEN.</i></li> </ul>
	- Le chef de l'administration déconcentrée peut-il valablement engager l'administration centrale ? Si oui dans quelle mesure (seuil ou plafond) et si non pour quelles raisons ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi N° 07-00, le directeur de l'académie détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la gestion de cette dernière.</i></li> <li><b>A cet effet, le directeur :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>gère l'académie et agit en son nom, accomplit ou autorise tous les actes ou opérations relatifs à son objet et effectue tous les actes conservatoires ;</i></li> <li>- <i>représente l'académie vis-à-vis de toute personne physique ou morale ;</i></li> <li>- <i>représente l'académie en justice et peut intenter toutes les actions judiciaires ayant pour objet la défense des intérêts de l'académie ; il doit, toutefois, en aviser immédiatement le président du conseil de l'académie ;</i></li> </ul> </li> </ul>



## Réponses

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>gère le personnel propre à l'académie ;</i></li> <li>- <i>gère les ressources humaines visées au § 10 de l'article 2 de la loi précitée n°07-00 dans le cadre des attributions déléguées à l'académie ;</i></li> <li>- <i>assure la gestion de l'ensemble des services relevant de l'académie ;</i></li> <li>- <i>élabore et propose au conseil de l'académie le projet du budget de l'académie en tenant compte des priorités et objectifs nationaux fixés par l'autorité gouvernementale de tutelle ;</i></li> <li>- <i>fait tenir la comptabilité des dépenses engagées, liquide et constate les dépenses et les recettes de l'académie conformément à la réglementation en vigueur en la matière.</i></li> </ul>
<p>- Comment décrivez-vous les rapports qui existent entre le chef du service déconcentré et le représentant de l'Etat au niveau de cet échelon ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Conformément à l'article 4 de la loi N°07-00, le Wali ainsi que les gouverneurs des provinces et préfectures de la région, sont membres du conseil d'administration de l'AREF.</i></li> <li>- <i>Les délégués de l'éducation nationale, participent, au niveau territorial, aux travaux des comités techniques provinciaux (CTP) qui regroupent, entre autres, l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat.</i></li> </ul>
<p>- Y a – t-il une hiérarchie entre le directeur provincial et le directeur régional notamment en termes d'allocation budgétaire ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Les DPPEN sont des services déconcentrés des AREF au niveau préfectoral et provincial. Par voie de conséquence, les directeurs des AREF constituent des chefs hiérarchiques des délégués provinciaux ou préfectoraux. Les allocations budgétaires au profit des délégations émanent des AREF.</i></li> <li>- <i>Les délégués provinciaux sont nommés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'enseignement scolaire (article 90 du décret n°2.02.854 du 10 février 2003 portant statut particulier du personnel de l'Education nationale).</i></li> </ul>



## Réponses

- Quel est le taux des agents publics au sein de l'administration déconcentrée par rapport à ceux de l'administration centrale et avec quel taux d'encadrement ?

	<i>Effectifs agents publics</i>	<i>Effectifs d'encadrement</i>	<i>Taux d'encadrement</i>
<b>Administration centrale</b>	<b>1207</b>	<b>715</b>	<b>59%</b>
<b>Administration déconcentrée</b>	<b>29726</b>	<b>13076</b>	<b>43%</b>

**N.B :** Les effectifs ci-dessus ne comprennent pas les enseignants mais juste les effectifs qui exercent au sein des administrations déconcentrées.

- Quel est le taux des crédits inscrits au budget de l'Etat et gérés au niveau déconcentré ?

### Taux des crédits inscrits au budget gérés au niveau déconcentré

		Fonctionnement			Investissement		
		2008 (*)	2009	2010	2008	2009	2010
					CP+CE	CP+CE	CP+CE
0000	<b>Administration générale</b>	32%	3%	3%	6%	7%	3%
3000-3016	<b>Administration extérieure (**)</b>	68%	97%	97%	94%	93%	97%
Total		100%	100%	100%	100%	100%	100%

**(\*) :** y compris les crédits afférents à la subvention allouée à la fondation Mohamed VI qui depuis 2009 sont retracés dans l'article 3000

**(\*\*)** la morasse du département s'agissant de sa composante « administration extérieure » comprend un volant budgétaire non ventilé (3000) ainsi que les allocations budgétaires déclinées par AREF (3001 à 3016) qui correspondent aux subventions initiales destinées à ces dernières.



## Réponses

### Taux de réalisation des crédits budgétaires (fonctionnement et investissement)

	2008*	2009
<i>Au niveau central</i>	97%	93%
<i>Au niveau déconcentré</i>	83%	80%

\*Cf. compte administratif du DES

*Nota bene : il est entendu par « taux de réalisation » le taux d'engagement des crédits ouverts*

- Quel est le taux de réalisation des crédits budgétaires au niveau central et au niveau déconcentré ?

- Quel est le pourcentage des dotations financières allouées aux services déconcentrés dans le budget du ministère ?

Nature de la dépense	Taux de décentralisation du budget		
	2008	2009	2010
<i>Matériel et dépenses diverses (en plus des crédits afférant aux logements des enseignants)</i>	84%	83%	87%
<i>Investissement (CP) (Compte non tenu des crédits réservés au concours international)</i>	72%	76%	86%
<i>Investissement (CP+CE) (Compte non tenu des crédits réservés au concours international)</i>	81%	77%	88%

- Quel volume d'accompagnement en ressources humaines et financières faudrait-il pour rendre opérationnelle la déconcentration de votre administration ?

- *La mise en œuvre de la déconcentration de la GRH n'était pas possible sans un certain nombre de mesures d'accompagnement en matière des ressources humaines. Les dites mesures sont réparties comme suit :*

- *Depuis 2006, il a été procédé à une augmentation du taux de recrutement du personnel et leur affectation aux AREF;*
- *L'affectation des lauréats des centres de formation (CFI, CPR, ENS, COPE, CFIE, ENA)*
- *La mise à niveau et la formation du personnel des entités déconcentrées sont des éléments clés pour la réussite du chantier de la décentralisation/déconcentration de la GRH.*

- *le Département a veillé à l'organisation des sessions de formation au profit des responsables et gestionnaires des services de la GRH aux AREF et délégations.*

*Aussi, et dans le cadre du projet maroco-canadien « PROCADEM », les responsables de la GRH aux AREF et délégations et les directeurs des établissements scolaires ont bénéficié des sessions de formation en Gestion Participative (GP), Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et communication stratégique.*

*En outre, le Département a prévu dans son PAS-DRH 2009-2012 deux mesures qui visent l'accompagnement des AREF dans la mise en œuvre de la décentralisation/déconcentration de la GRH. Les mesures sont :*



## Réponses

- *Le renforcement des moyens humains, matériels et informatiques des AREF ;*
- *La formation des gestionnaires et responsables de la GRH aux AREF et délégations.*

*En matière d'accompagnement aussi, il est à signaler le renforcement de la communication en matière de GRH à travers la mise en place du réseau des responsables de la GRH au département (RRH) qui a organisé jusqu'à ce jour 6 sessions. Celles-ci ont eu pour objectifs le partage de l'information, la formation, la normalisation des procédures, etc.*

- Quel est le niveau d'évolution des budgets déconcentrés au niveau de chacun des échelons provincial et régional et quelle répartition entre l'investissement et le fonctionnement ?

*Evolution du budget déconcentré entre 2007 et 2010 (en millions de DH)*

Evolution des budgets déconcentrés (en millions DH)	2007		2008		2009		2010	
	Exploitaion	Investissement	Exploitaion	Investissement	Exploitaion	Investissement	Exploitaion	Investissement
	1 075	1 143	1 225	1 426	2 640	2 724	3 443	2 489



### III- Questions relatives à la gestion et la gouvernance territoriale :

#### Réponses

- En terme d'organisation, les services déconcentrés sont-ils organisés de la même façon que l'administration centrale et répondent-ils aux mêmes procédures ?

*- il y a une certaine disparité en matière d'organisation entre l'administration centrale et les AREF, les raisons se rapportent essentiellement aux rôles et fonctions que revêt chaque palier du système.*

*En effet, si l'administration centrale est chargée des fonctions régaliennes ( l'application de la politique gouvernementale au secteur de l'enseignement et de l'éducation ; l'application et l'évaluation des résultats ; l'élaboration des projets de textes législatifs ou réglementaires ; la planification, le contrôle et l'évaluation du système et gestion des statistiques ; l'orientation et le contrôle de l'action des services déconcentrés), les AREF assurent des missions stratégiques et opérationnelles, quant aux délégations et aux Etablissements, ils assurent des missions fonctionnelles ;*

*-concernant l'organisation, il y a lieu de constater que l'organisation et les attributions du département sont régies par décret, alors que l'organisation et les attributions des AREF et des Délégations sont régies par arrêté visé par le Ministère chargé des Finances.*

- En terme de déconcentration budgétaire, les services territoriaux disposent-ils à temps des crédits nécessaires où doivent-ils se référer à l'administration centrale pour chaque engagement définitif de la dépense (marchés, contrats, conventions...) ?

*- Chaque AREF dispose d'un budget qui comprend en ressources diverses recettes notamment les subventions et dotations du budget de l'Etat, et en dépenses, celles d'équipements et de fonctionnement, en plus des remboursements des avances et emprunts et tout autre dépenses en rapport avec son activité (art 9 de la loi n°07.00).*

*- Véritables dépensiers du SEF, les AREF disposent d'une autonomie totale en matière de gestion des crédits au niveau territorial. De plus, ces dernières procèdent à des délégations de crédits au profit de leurs services déconcentrés (délégations du MEN ; centres de formations ; établissements scolaires, etc.)*

- Les services déconcentrés ont-ils une autonomie de gestion : (pouvoir de décision, liberté d'utilisation des crédits budgétaires) ?

*- En leurs qualités d'établissements publics, les AREF disposent de larges pouvoirs et compétences qui ont été transférés en vertu de la loi n°07.00 , elles ont une compétence territoriale , disposant de larges prérogatives en matière d'éducation : Elles sont chargées de la planification et programmation, du contrôle et de suivi des établissements d'éducation et de formation, des constructions scolaires, de la gestion des ressources humaines, de l'enseignement privé, du partenariat et d'évaluation de la gestion .*

*- Cependant, des compétences dans le domaine de gestion des ressources humaines et de gestion du patrimoine sont en projet de transfert.*

*- Les délégués préfectoraux et provinciaux disposent également de larges prérogatives en matière de gestion de certains actes dans une logique de proximité sur la base d'un dialogue de gestion avec les AREF. Les directeurs d'AREF se focalisent sur les opérations à plus forte valeur ajoutée ou de compétence supra-provinciale.*

- Dans ce cas, quelle est la procédure d'allocation des budgets ? Les crédits sont-ils globalisés ?

*-L'allocation du budget au AREF se fait par l'octroi de subventions du BGE. Le département organise des conférences budgétaires régionales qui permettent d'arrêter les enveloppes budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble des projets du PU décliné au niveau des régions concernées.*



## Réponses

- Comment arrivez-vous à déployer vos fonctionnaires entre le niveau central et le niveau territorial ?

**L'opération de déploiement des fonctionnaires se fait sur la base de trois critères ci-après :**

- **Les besoins en RH exprimés par les entités administratives centrales et déconcentrés ;**
- **Les choix exprimé par le fonctionnaire lui-même lors de son recrutement ou en de formation ;**
- **L'équilibre entre les entités administratives déconcentrées.**

3 principales opérations de mobilité des fonctionnaires sont organisées par le Département (aux niveaux central, régional et provincial).

- Le cas échéant, y a-t-il un système attractif de motivation des RH pour favoriser le redéploiement entre le niveau central et le niveau territorial ?

**- Dans le cadre du projet de coopération maroco-canadien « PROCADEM », un dispositif de redéploiement a été élaboré et expérimenté dans trois AREF mais pour des raisons multiples, les travaux de poursuite de ce chantier ont été reportés afin d'intégrer le plan national de redéploiement et aussi en attente du nouveau design organisationnel du DES.**

**- La programmation d'une mesure spécifique concernant l'optimisation des RH a été intégrée au PAS-DRH 2009-2012.**  
**- Dans le même cadre, le Département lance une étude relative à la motivation des RH du DES. Cette étude aura pour principale finalité de mettre en place un dispositif de motivation des RH notamment en matière de prise en compte des disparités géographiques, de l'éloignement, de l'encouragement de la stabilité des RH, etc.**

- Votre Département dispose-t-il d'un plan sectoriel pour la restructuration de ses actions au niveau territorial ?

**-le Département, à travers plusieurs projets (exemple PROCADEM), a développé des outils de management pour moderniser ses moyens d'action (la gestion axée sur les résultats, les contrats programme avec les AREF...)**

**- le Département a élaboré un Programme d'Urgence pour la période 2009-2012 dans l'objectif de donner un nouveau souffle à la Charte nationale d'éducation et de formation et qui a permis de réaliser sur les missions stratégiques du DES.**

- Quel sont les domaines où les services déconcentrés sont obligés de se référer à l'administration central ?

**Les AREF demeurent dans l'obligation de se référer à l'administration centrale et ce, s'agissant des actes de GRH qui suivent :**

- **Le recrutement ;**
- **La titularisation ;**
- **L'avancement dans le grade ;**
- **La réintégration ;**
- **Le détachement et la mise à disposition ;**
- **La validation des services antérieurs ;**
- **La révision de la situation administrative ;**
- **La retraite pour limite d'âge et la liquidation des pensions.**

**Il en est de même pour les actes de gestion du patrimoine mis à la disposition des AREF.**



## Réponses

- Vos services déconcentrés peuvent-ils procéder à des contractualisations avec les services déconcentrés des autres administrations se trouvant sur le même échelon territorial ?

- Les **AREF** et les délégations provinciales ont le pouvoir de procéder à des contractualisations avec les services déconcentrés des autres administrations se trouvant sur le même échelon territorial.

- Ils **peuvent** aussi conclure des partenariats avec les organisations et les institutions administratives, économiques, sociales ou culturelles régionales pour la mise en œuvre de projets visant l'essor de l'éducation et de formation dans leurs zones de compétence.

- Quels sont les outils de managements que votre administration a déjà utilisé pour moderniser ses moyens d'action / management par objectifs, contractualisation... ?

- les outils utilisés sont :

- \* les plans stratégiques ;
- \* le management par projet indépendant ;
- \* la contractualisation avec les services centraux et les services déconcentrés (management par objectif) ;
- \* les audits et évaluations.

- Quelles sont les formes d'animation et de coordination locale entre les services déconcentrés (comité régionale, observatoire...)?

- Au sein des AREF : le Conseil de l'Académie peut décider de la création de tout comité ou commission dont il fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

- Quels sont les mécanismes ou indicateurs de mesure de la performance pour comparer les résultats des services déconcentrés aux prévisions et permettre le cas échéant le réajustement des contrats-programmes ?

- **A travers les contrats programmes avec les AREF et à l'occasion des conférences budgétaires régionales, les débats portent sur les indicateurs se rapportant aux objectifs fixés dans le cadre du PU.**

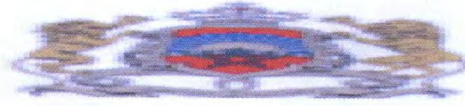
- L'inspection Générale du Ministère se limite-t-elle à un rôle de contrôle ou assure-t-elle également des missions de conseil, d'assistance et d'expertise ?

- **L'inspection générale des affaires administratives assure non seulement le rôle du contrôle et d'inspection de tous les services administratifs du ministère, mais aussi des missions d'audit interne, d'assistance et d'accompagnement de ces mêmes services dans tous les projets de réforme entrepris par le ministère et dans les domaines de gestion administratives, financière et de ressources humaines.**

**A cet effet, l'inspecteur général est chargé d' :**

- Analyser et émettre des avis sur les questions d'organisation relatives à la politique du Ministère dans le domaine administratif, financier et de gestion des ressources humaines ;
- Effectuer des études et enquêtes visant l'évaluation des capacités de gestion des services du ministère et des services sous sa tutelle, dans le domaine administratif, financier et de gestion des ressources humaines, et suggérer les mesures à même d'améliorer leur efficience ;
- Evaluer les modes d'organisation administratives et les méthodes de travail des services centraux ainsi que des services déconcentrés ;
- Assurer l'audit des services administratifs et financiers et des services chargés de la gestion des ressources humaines du Ministère et des services sous sa tutelle ;
- Analyser et mesurer le degré de réalisation des objectifs tracés dans les programmes, objet d'engagement de la part des académies d'éducation et de formation vis-à-vis du Ministère.





Royaume du Maroc  
Ministère de l'Éducation Nationale de  
l'Enseignement Supérieur de la Formation  
des Cadres et de la Recherche Scientifique

**Taux de déconcentration des crédits des Académies Régionales d'Education et de Formation (AREF) au titre de l'exercice 2009**

AREF	Exploitation	Investissement		BUDGET TOTAL
		CP	CE	
Doukkala-Abda	35,94%	6,04%	2,06%	17,29%
Guelmim-Smara	42,44%	10,37%	23,65%	22,53%
Oued Eddahab Laguir	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Grand Casablanca	63,66%	59,90%	52,29%	60,22%
Tanger Tetouan	38,62%	68,92%	87,99%	60,20%
Fes-Boulmane	57,30%	2,51%	0,00%	20,82%
Souss-Massa-Darâa	51,35%	77,56%	75,76%	66,87%
Marrakech-Tansif-El Houz	73,88%	65,16%	50,73%	66,53%
Gharb-Chrarda-Bni Hssen	13,66%	12,53%	24,43%	14,20%
Chaouia-Ourdigha	24,27%	2,27%	0,00%	10,40%
Taza-Al Hoceima-Taounate	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Orientale	38,55%	33,59%	28,36%	34,31%
Meknes-Tafilalt	38,29%	22,35%	14,49%	26,35%
Tadla-Azilal	46,95%	29,21%	18,54%	34,23%
Rabat-Salé-Zemmour-Zair	8,80%	28,21%	6,71%	18,69%
Laâyoune-Boujdour-Sakia-El Hamra	55,21%	51,30%	74,22%	57,73%
<b>Taux moyen de déconcentration des crédits des AREF</b>	<b>40,37%</b>	<b>35,50%</b>	<b>32,95%</b>	<b>36,43%</b>





Royaume du Maroc  
 Ministère de l'Éducation Nationale de  
 l'Enseignement Supérieur de la Formation  
 des Cadres et de la Recherche Scientifique

Situation de la Déconcentration des Crédits des Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREF)  
 au titre de l'exercice 2009

AREF	Crédits ouverts				crédits exécutés directement par l'AREF				Crédits délégués			
	exploitation	investissement		Total	exploitation	investissement		Total	exploitation	investissement		Total
		CP	CE			CP	CE			CP	CE	
Doukkala Abda	153 675 364,07	192 949 390,37	45 844 000,00	392 468 754,44	98 439 603,79	181 287 624,54	44 900 085,03	324 627 313,36	55 235 760,28	11 661 765,83	943 914,97	67 841 441,08
Guelmim Smara	89 924 678,20	151 044 690,59	40 804 000,00	281 773 368,79	51 758 109,16	135 387 257,84	31 154 122,35	218 299 489,35	38 166 569,04	15 657 432,75	9 649 877,65	63 473 879,44
Oued Eddahab Lagaira	17 322 486,00	78 685 911,16	14 218 000,00	110 226 397,16	17 322 486,00	78 685 911,16	14 218 000,00	110 226 397,16	-	-	-	-
Grand Casablanca	221 812 194,62	267 182 248,45	85 518 000,00	574 512 443,07	80 601 418,71	107 149 260,14	40 803 953,56	228 554 632,41	141 210 775,91	160 032 988,31	44 714 046,44	345 957 810,66
Tanger Tetouan	208 805 064,15	311 935 225,74	64 263 000,00	585 003 289,89	128 156 239,52	96 953 308,20	7 720 100,00	232 829 647,72	80 648 824,63	214 981 917,54	56 542 900,00	352 173 642,17
Fes Boulman	151 660 451,77	232 657 314,37	61 123 000,00	445 440 766,14	64 755 434,93	226 811 873,63	61 123 000,00	352 690 308,56	86 905 016,84	5 845 440,74	-	92 750 457,58
Sousse Masse Darâa	351 069 778,36	394 675 707,12	138 291 000,00	884 036 485,48	170 810 736,37	88 582 038,69	33 517 709,16	292 910 484,22	180 259 041,99	306 093 668,43	104 773 290,84	591 126 001,26
Marrakech-Tensif-Ei-Houz	268 309 997,00	435 885 548,85	86 845 000,00	791 040 545,85	70 095 031,32	151 859 749,47	42 787 561,25	264 742 342,04	198 214 965,68	284 025 799,38	44 057 438,75	526 298 203,81
Gharb-Chrarda-Bni-Hasan	131 454 000,69	200 192 549,30	39 670 000,00	371 316 549,99	113 497 522,89	175 109 493,30	29 980 500,00	318 587 516,19	17 956 477,80	25 083 056,00	9 689 500,00	52 729 033,80
Chaouia-Ourdigha	164 031 853,91	197 890 939,03	64 179 000,00	426 101 792,94	124 214 184,51	193 390 939,03	64 179 000,00	381 784 123,54	39 817 669,40	4 500 000,00	-	44 317 669,40
Taza-Al Hoceima-Taounate	212 304 933,18	222 005 003,73	41 027 000,00	475 336 936,91	196 277 785,71	212 875 638,96	21 030 219,93	430 183 644,60	-	-	-	-
Orientele	227 022 079,04	345 591 082,97	119 529 000,00	692 142 162,01	139 505 740,04	229 514 221,67	85 636 409,97	454 656 371,68	87 516 339,00	116 076 861,30	33 892 590,03	237 485 790,33
Meknes-Tafilalet	242 498 087,52	411 187 409,71	105 791 000,00	759 476 497,23	149 635 341,14	319 277 205,44	90 458 115,02	559 370 661,60	92 862 746,38	91 910 204,27	15 332 884,98	200 105 835,63
Tadla Azilal	160 745 226,62	210 022 325,46	63 134 000,00	433 901 552,08	85 282 676,62	148 679 007,06	51 430 000,00	285 391 683,68	75 462 550,00	61 343 318,40	11 704 000,00	148 509 868,40
Rabat-Salé-Zemmour-Zair	190 796 360,98	333 783 948,97	107 532 000,00	632 112 309,95	174 000 083,48	239 639 511,01	100 320 639,30	513 960 233,79	16 796 277,50	94 144 437,96	7 211 360,70	118 152 076,16
laayoune Boujdour sekia hamra	28 940 000,00	46 085 000,00	22 405 000,00	97 430 000,00	12 961 467,00	22 442 771,00	5 775 924,00	41 180 162,00	15 978 533,00	23 642 229,00	16 629 076,00	56 249 838,00
Total des 16 AREF	2 791 432 556,11	3 985 689 295,82	1 077 768 000,00	7 952 319 851,93	1 677 313 861,19	2 607 645 811,14	725 035 339,57	5 009 995 011,90	1 127 031 547,45	1 414 999 119,91	355 140 880,36	2 897 171 547,72





Royaume du Maroc  
Ministère de l'Éducation Nationale de  
l'Enseignement Supérieur de la Formation  
des Cadres et de la Recherche Scientifique

**Situation de la Déconcentration des Crédits des Académies Régionales d'Éducation et de Formation  
au titre de l'exercice 2009**

AREF	Crédits délégués à la DP (resp. CF, LEQ...) (*)	Exploitation	Investissement		total
			CP	CE	
Doukkala Abda	El jadida	27 474 202,61	5 103 562,48	661 557,47	33 239 322,56
	Safi	27 761 557,67	6 558 203,35	282 357,50	34 602 118,52
	<b>TOTAL</b>	<b>55 235 760,28</b>	<b>11 661 765,83</b>	<b>943 914,97</b>	<b>67 841 441,08</b>
Guelmim Smara	Guelmim	9 551 754,00	4 574 915,16	2 975 396,04	17 102 065,20
	Tata	12 453 496,84	6 171 910,56	4 208 967,84	22 834 375,24
	Tantan	7 371 826,48	1 993 578,47	1 132 846,33	10 498 251,28
	ES Smara	3 944 231,00	1 447 845,82	497 118,18	5 889 195,00
	Assa Zag	4 845 260,72	1 469 182,74	835 549,26	7 149 992,72
	<b>TOTAL</b>	<b>38 166 569,04</b>	<b>15 657 432,75</b>	<b>9 649 877,65</b>	<b>63 473 879,44</b>
Oued Eddahab Laguira	Oued Eddahab	-	-	-	-
	Aousserd	-	-	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Grand Casablanca	Anfa	18 275 513,49	5 538 704,00	1 294 475,00	25 108 692,49
	Al Fida	19 305 804,74	8 796 157,58	2 988 093,02	31 090 055,34
	BenMsik	9 407 250,13	4 128 670,00	940 125,00	14 476 045,13
	My Rchid	13 285 493,00	25 037 531,21	8 336 135,75	46 659 159,96
	Ain Sbaa	14 047 349,53	6 122 849,66	1 311 021,35	21 481 220,54
	Sidi Bernoussi	18 176 986,90	22 758 290,45	7 142 635,14	48 077 912,49
	Nouacer	8 027 277,34	24 606 820,73	5 548 184,53	38 182 282,60
	Mediouna	5 546 645,65	14 282 902,04	3 909 070,73	23 738 618,42
	Mohammedia	16 521 165,04	12 560 259,17	2 022 071,83	31 103 496,04
	Ain Chok	8 278 871,89	15 109 850,16	4 686 701,40	28 075 423,45
	Hay Hassani	10 338 418,20	21 090 953,31	6 535 532,69	37 964 904,20
	<b>TOTAL</b>	<b>141 210 775,91</b>	<b>160 032 988,31</b>	<b>44 714 046,44</b>	<b>345 957 810,66</b>





Royaume du Maroc  
Ministère de l'Éducation Nationale de  
l'Enseignement Supérieur de la Formation  
des Cadres et de la Recherche Scientifique

**Situation de la Déconcentration des Crédits des Académies Régionales d'Education et de Formation  
au titre de l'exercice 2009**

AREF	Crédits délégués à la DP (resp. CF, LEQ...) (*)	Exploitation	Investissement		total
			CP	CE	
Tanger Tetouan	Tétouan	16 280 995,27	55 542 405,21	11 978 930,00	83 802 330,48
	Tanger-Assilah	18 402 812,40	43 058 590,93	13 801 940,00	75 263 343,33
	chefchaouen	19 845 609,67	30 842 425,20	6 036 500,00	56 724 534,87
	Larache	16 694 034,23	64 076 423,80	11 398 420,00	92 168 878,03
	fahs-Anjra	5 136 617,65	9 209 266,80	8 118 000,00	22 463 884,45
	M'diq-Fnideq	4 288 755,41	12 252 805,60	5 209 110,00	21 750 671,01
	<b>Total</b>	<b>80 648 824,63</b>	<b>214 981 917,54</b>	<b>56 542 900,00</b>	<b>352 173 642,17</b>
Fes Boulman	Fes	36 686 422,81	2 489 540,74	-	39 175 963,55
	My Yaakoub	10 438 895,21	1 295 900,00	-	11 734 795,21
	Sefrou	20 276 512,08	969 000,00	-	21 245 512,08
	Boulemane	17 822 280,74	961 000,00	-	18 783 280,74
	centre rgional de la formatin continue	1 680 906,00	130 000,00	-	1 810 906,00
	<b>Total</b>	<b>86 905 016,84</b>	<b>5 845 440,74</b>	<b>-</b>	<b>92 750 457,58</b>
Souss Massa Darâa	Agadir Idaoutanane	21 392 002,06	73 414 785,65	15 678 897,79	110 485 685,50
	Inzagane Ait Melloul	14 960 457,19	41 590 186,48	19 982 309,16	76 532 952,83
	Chtouka AitBaha	17 108 273,72	27 439 038,63	9 048 142,99	53 595 455,34
	Tiznit	28 473 310,47	28 735 729,85	16 850 006,37	74 059 046,69
	Taroudante	43 863 813,55	62 274 373,93	16 455 320,92	122 593 508,40
	Ouarzazate	30 897 432,51	46 938 558,12	17 659 653,62	95 495 644,25
	Zagora	20 598 757,49	25 700 995,77	9 098 959,99	55 398 713,25
	Lycée Tchnique Al Idrissi	1 279 600,00	-	-	1 279 600,00
	Lycée Youssef Ben Tachefin	643 495,00	-	-	643 495,00
	Lycée réda slaoui	1 041 900,00	-	-	1 041 900,00
<b>Total</b>	<b>180 259 041,99</b>	<b>306 093 668,43</b>	<b>104 773 290,84</b>	<b>591 126 001,26</b>	





Royaume du Maroc  
Ministère de l'Éducation Nationale de  
l'Enseignement Supérieur de la Formation  
des Cadres et de la Recherche Scientifique

**Situation de la Déconcentration des Crédits des Académies Régionales d'Éducation et de Formation  
au titre de l'exercice 2009**

AREF	Crédits délégués à la DP (resp. CF, LEQ,...) (*)	Exploitation	Investissement		total
			CP	CE	
<b>Marrakech- Tansif-El Houz</b>	<b>Marrakech</b>	46 090 942,04	82 785 577,74	10 622 820,00	139 499 339,78
	<b>Essaouira</b>	34 644 314,42	46 755 574,81	4 604 468,00	86 004 357,23
	<b>Chichaoua</b>	29 678 313,90	32 752 413,67	2 685 600,00	65 116 327,57
	<b>El haouz</b>	32 335 190,76	39 594 928,93	7 798 383,00	79 728 502,69
	<b>El kelaa des sraghna</b>	45 693 352,56	82 137 304,23	18 346 167,75	146 176 824,54
	<b>Lycée Mohamed VI</b>	1 345 260,00	-	-	1 345 260,00
	<b>Lycée Hassan II</b>	1 812 000,00	-	-	1 812 000,00
	<b>Lycée Ibn Taymya</b>	6 615 592,00	-	-	6 615 592,00
	<b>Total</b>	<b>198 214 965,68</b>	<b>284 025 799,38</b>	<b>44 057 438,75</b>	<b>526 298 203,81</b>
<b>Gharb-Chrarda- Bni Hssen</b>	<b>Kénitra</b>	10 149 642,00	5 080 000,00	-	15 229 642,00
	<b>Sidi Kacem</b>	7 806 835,80	20 003 056,00	9 689 500,00	37 499 391,80
	<b>Total</b>	<b>17 956 477,80</b>	<b>25 083 056,00</b>	<b>9 689 500,00</b>	<b>52 729 033,80</b>
<b>Chaouia- Ourdigha</b>	<b>Settat</b>	11 158 541,43	1 870 000,00	-	13 028 541,43
	<b>Khouribga</b>	7 938 692,40	1 730 000,00	-	9 668 692,40
	<b>Ben Slimane</b>	4 646 983,07	900 000,00	-	5 546 983,07
	<b>Etablissements Scolaires+CPRT+CFI</b>	16 073 452,50	-	-	16 073 452,50
	<b>Total</b>	<b>39 817 669,40</b>	<b>4 500 000,00</b>	<b>-</b>	<b>44 317 669,40</b>
<b>Taza-Al Hoceima- Taounate</b>	<b>Taza</b>	-	-	-	-
	<b>Al Hoceima</b>	-	-	-	-
	<b>Taounate</b>	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Orientale</b>					
	<b>Total</b>	<b>87 516 339,00</b>	<b>116 076 861,30</b>	<b>33 892 590,03</b>	<b>237 485 790,33</b>





Royaume du Maroc  
Ministère de l'Éducation Nationale de  
l'Enseignement Supérieur de la Formation  
des Cadres et de la Recherche Scientifique

**Situation de la Déconcentration des Crédits des Académies Régionales d'Education et de Formation  
au titre de l'exercice 2009**

AREF	Crédits délégués à la DP (resp. CF, LEQ...) (*)	Exploitation	Investissement		total
			CP	CE	
Meknes-Tafilalt	Meknes	17 491 981,83	21 206 150,39	5 595 680,93	44 293 813,15
	El hajeb	9 080 237,00	12 086 189,67	1 761 320,79	22 927 747,46
	Ifrane	7 843 517,00	7 785 792,49	2 290 792,49	17 920 101,98
	Khénifra	21 259 344,55	31 923 486,04	2 773 871,94	55 956 702,53
	Errachidia	33 900 033,00	18 908 585,68	2 911 218,83	55 719 837,51
	Lycée Omar Ibn El Khattab	2 447 833,00	-	-	2 447 833,00
	Lycée My Ismail	684 000,00	-	-	684 000,00
	CPR Meknes	155 800,00	-	-	155 800,00
	<b>Total</b>	<b>92 862 746,38</b>	<b>91 910 204,27</b>	<b>15 332 884,98</b>	<b>200 105 835,63</b>
Tadla Azilal	Bni Mellal	41 185 310,00	29 124 900,00	9 229 500,00	79 539 710,00
	Azilal	34 277 240,00	32 218 418,40	2 474 500,00	68 970 158,40
	<b>Total</b>	<b>75 462 550,00</b>	<b>61 343 318,40</b>	<b>11 704 000,00</b>	<b>148 509 868,40</b>
Rabat-Salé-Zemmour-Zair	Rabat	3 649 979,20	2 337 000,00	-	
	Salé	4 318 826,90	8 999 612,57	914 917,00	
	Temara Skhirat	3 136 106,00	69 743 510,62	6 296 443,70	
	Khemissat	5 691 365,00	13 064 314,77	-	
	<b>Total</b>	<b>16 796 277,50</b>	<b>94 144 437,96</b>	<b>7 211 360,70</b>	<b>118 152 076,16</b>
Laayoune Boujdour sakia hamra	Laayoune	10 631 290,00	12 833 000,00	4 990 000,00	28 454 290,00
	Boujdour	3 996 533,00	7 909 229,00	10 739 076,00	22 644 838,00
	Tarfaya	1 350 710,00	2 900 000,00	900 000,00	5 150 710,00
	<b>total</b>	<b>15 978 533,00</b>	<b>23 642 229,00</b>	<b>16 629 076,00</b>	<b>56 249 838,00</b>
<b>Total des 15 AREF</b>		<b>1 127 031 547,45</b>	<b>1 414 999 119,91</b>	<b>355 140 880,36</b>	<b>2 897 171 547,72</b>

(\*): DP: Délégation provinciale; CF: centre de formation; LEQ: Lycée d'enseignement qualifiant